

## Agir ensemble contre la répression

**Nous regroupons ici l'ensemble des éléments sur la répression contre le mouvement syndical et le mouvement social.**

### Infos et calendrier des « RÉPRESSIONS »

Sont répertoriés sous cette rubrique les poursuites contre des militant·es, manifestant·es (suite au conflit Loi travail, ou suite à d'autres luttes ou actions syndicales), ainsi que les expressions et actions de soutien. Les informations ci-dessous proviennent des remontées d'informations des syndicats de Solidaires Paris ou de nos « partenaires ».

Parfois, des militant·es poursuivi·es ne souhaitent pas que les poursuites à leur encontre soient publiques. Nous respectons leurs choix.

Par ailleurs, il est certain que des informations sont manquantes donc à compléter...

### Actualités et actions récentes

- 7 février : procès d'un manifestant interpellé devant l'Assemblée Nationale le 5 juillet.
- 6 février : appel du procès intenté par Emmaüs contre des personnes qui s'étaient rendues à un appel de migrant.e.s en lutte dans leur centre d'hébergement.
- 13 décembre : procès d'Adil (Postier du 92) au TGI Paris.
- 8 décembre : procès de Loïc de la Compagnie Jolie Môme.
- 25 novembre : deux dockers du Havre comparaitront pour violences lors du défilé du 14 juin.
- 25 novembre : procès d'un militant suite à un mouvement spontané de migrants le 12 août.
- 14 novembre : appel des condamnés du centre de rétention de Vincennes en 2008
- 9 novembre : comparution en correctionnelle d'Aubépine et Houssam, dépositaires du rassemblement de République en solidarité avec les migrants.
- 24 octobre : procès de l'Attiéké à Saint-Denis.
- 16 octobre : Cabaret d'Urgence organisé par la Compagnie Jolie Môme dédié aux réprimé.e.s de l'occupation du Medef et à tou.te.s les réprimé.e.s des mouvements sociaux.
- 15 octobre la coordination anti-répression appelle à une manifestation de la Place de la République à l'Avenue de Flandres.
- 6 octobre : procès de Fred relaxé une première fois, le parquet a fait appel.
- 6 octobre : soutien à Alain, militant de SUD Rail, qui passe en conseil de discipline pour faits syndicaux.
- 6 octobre : à Tolbiac, meeting « violences policières, racisme, islamophobie : faisons front ! »
- 1er octobre : interdiction de manifester à Calais.
- 22 sept : devant le lycée Voltaire, mise en joug de mineurs avec un Lanceur de Balles de Défense lors du blocage du lycée.
- 31 août : arrestation de deux dockers du Havre avec garde à vue à Paris suite à la manif du 14 juin.
- 6 août : procès de deux militants commémorant Hirohsima contre l'arme nucléaire ayant collé des autocollants sur des vitrines du local LR
- 31 juillet : rafles violentes de migrants à Paris, plusieurs réfugiés placés en Centre de Rétention Administrative et pour d'autres remise d'Obligation de Quitter le Territoire Français.
- 3 juillet : procès d'un salarié de Renault Guyancourt licencié pour avoir diffusé le film "Merci patron".
- 12 juin : Meaux, poursuite de deux militants associatifs pour avoir mis à l'abri deux réfugiés.
- 9 juin : Loïc de la Compagnie de Jolie Môme poursuivi pour occupation du siège du Medef.
- 31 mai : un syndicaliste d'une filiale de RENAULT est licencié pour grève.
- 18 mai : 6 inculpés dans la manifestation contre celle des policiers d'Alliance.
- 29 avril : Bobigny, procès suite au blocage du port de Gennevilliers le 28 contre la loi El Khomri.
- 5 avril : Levallois-Perret, 22 conseils de disciplines, auditions au commissariat, poursuites pour des dizaines de lycéens du lycée Léonard de Vinci pour leur lutte contre la loi travail.
- 1er avril : lycée Voltaire, poursuite d'un lycéen pour dégradation volontaire.

## Sans omettre les victimes de violences policières

- 15 septembre : Laurent Théron de Sud Assistance Publique Hôpitaux de Paris a perdu l'usage de son œil lors de la manifestation contre la loi travail
- 19 juillet : décès d'Adama Traoré, mort des suites de son arrestation par placage ventral.

"Pas de prisonniers politiques en France" [...] Comment pourrait-il en être autrement dans le pays de la liberté ? Pourtant les interpellations, les perquisitions, les arrestations, se multiplient depuis quelques mois ; le pays de la liberté a la police la plus voyante du monde ; il n'est pas de jour où l'on ne lise dans la presse que les jeunes gens - toujours des jeunes - ont été condamnés pour des violences dont le sens nous demeure obscur. Il faut donc que la France soit submergée par une vague de délinquance : le gouvernement forge des lois pour nous défendre contre la nouvelle génération ; les tribunaux rendent des sentences de plus en plus sévères [...]

Qui sont ces gens ? Des furieux ? Des ivrognes ? Et pourquoi s'obstinent-ils à battre des agents et à casser des carreaux ? Cela n'est point dit. Ni non plus pourquoi.

[Les] inculpés au cours de ces derniers mois [...] sont en vérité des militants révolutionnaires arrêtés pour des motifs politiques. Le gouvernement, en effet, a un but précis : désorganiser les groupes gauchistes en emprisonnant le plus grand nombre possible de leurs militants [...] En d'autres termes, il s'agit d'éviter à tout prix que se produise ce cauchemar des gouvernements autoritaires : un progrès politique.

[...] On nous demandait de dire toute la vérité. [...]

Pour nous, toute la vérité, c'est la vérité tout entière. Et d'abord la faillite d'un ordre social qui impose une vie abjecte et parfois une mort atroce aux travailleurs recrutés à l'étranger, rejette les travailleurs vieillissants et les condamne à une ignoble misère, contraint des millions de salariés à vendre leur force de travail pour le salaire minimum, oblige les ouvriers à maintenir des cadences arbitraires et souvent insupportables sous peine d'être licenciés, fait de l'usine un bagne, emprisonne les militants qui manifestent [...].

Toute la vérité : cette oppression permanente suscite, par choc en retour, la violence populaire.

[...] Ce que le pouvoir veut cacher, c'est que les militants qu'il condamne ne sont pas des trublions isolés et que, choisissant délibérément l'illégalité - ce qui est tout simplement refuser la légalité bourgeoise -, ils expriment par leurs actes la violence du peuple.

Toute la vérité : le pouvoir, en s'attaquant à ces jeunes gens, vise à les couper des masses. [...]

Quand il prétend défendre la liberté des citoyens - quelle liberté ? de quels citoyens ? - contre les folies de quelques énergumènes [...] c'est, en vérité, à l'ensemble des travailleurs que sa répression s'étend. [...] la bourgeoisie est en danger, elle se défend ; mais ceux qui veulent toute la vérité doivent exiger qu'elle éclate au tribunal même et que le procès intenté aux militants devienne le procès du régime. [...] il faut que ce soit en accusateurs et non en défenseurs, pour dénoncer, en politiques, la politique répressive du pouvoir.

Article publié le 19 juillet 2016

Lire aussi : Article de Jean-Paul Sartre paru dans Le Monde du 27 mai 1970.

- Emplacement : Accueil > Actualités > Expression >
- Adresse de cet article : <http://solidairesparis.org/agir-ensemble-contre-la-repression>